"SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES OUVRIERS DES AGRO-INDUSTRIES (FILIÈRE HÉVÉA) AU CAMEROUN DEPUIS LA PERIODE COLONIALE"

Sévérin Nwaha
University of Buea, Cameroon
nwahaseverin@yahoo.fr

Résumé

La création des agro-industries dans les pays tropicaux remonte à l'ère de la colonisation européenne en Afrique. Depuis lors, l'économie du continent reste dominée par l'agriculture. Mais les ouvriers de ce secteur connaissent d'énormes difficultés. Le mauvais traitement reçu impacte négativement sur leurs conditions existentielles et ils sont exposés aux accidents et contaminations. Ces ouvriers sont souvent classés au rang des sous-hommes par leurs employeurs. A cet effet, il est question d'examiner les causes, l'évolution et l'impact socio-économique du traitement reçu sur leur standard de vie. L'objectif étant de revoir ce statut et de leur donner une place de choix dans ces structures en tenant compte du rôle qu'ils jouent dans la chaine de production. Pour arriver aux résultats escomptés, nous sommes passés par une méthodologie de recherche de terrain avec les interviews, les observations et la revue critique des littératures existantes. Les résultats et conclusions auxquelles nous sommes parvenus montrent que ces ouvriers méritent mieux en termes de traitements.

Mots-clés : *Situation, Ouvriers, Agro-industries, Hévéa, Période coloniale.*

Abstract

The creation of agro-industrial plantations in African tropical country has its background in the European colonisation era. Since then, the economy of Africa is dominated by agriculture. But workers of this sector face enormous difficulties. The maltreatment of workers is having an impact on their daily life conditions; they are also exposed to accidents and contaminations. The agro-industry workers are sometimes classified at the level of sub-humans by their employers. In fact, our focus is on the causes, the evolution, and the socio-economic impact on their standards of living compared to the consideration and other insurances they received. The objective here is to recast this status by giving them a good place in those structures taking into consideration the role they play into the production chain. The methodology to arrive at the discounted results used interviews, observations, and the review of existed literature. The results and conclusions show that the workers of those enterprises merit more in terms of treatment.

Keywords: *Life standards, Workers, Agro-industries, Rubber, Colonial period.*

Introduction

Le Cameroun comme la plupart des territoires intertropicaux est un pays essentiellement agricole qui tire la grande partie de ses revenus du produit de la terre. Ainsi, cette agriculture est pratiquée d'une part par les particuliers ou familles de façon primaire et/ou artisanale sur de petites surfaces avec un matériel archaïque et rudimentaire seulement dans le but de satisfaire les besoins de la subsistance communautaire. D'autre part, elle est l'œuvre des entreprises agro-industrielles de manière améliorée et sur de vastes étendues avec un matériel mixte (rudimentaire et industriel) à but commercial. Malgré l'apport très important de ces agro-industries dans la lutte contre la pauvreté à travers la réduction du chômage, les griefs demeurent. Entre outre, le maintien de leurs ouvriers dans les conditions de pauvreté ambiante et de sous-estimation est un véritable problème à résoudre avec urgence. Dans quelles conditions vivent réellement les ouvriers des agro-industries au Cameroun ? Est-il possible d'apporter un changement dans la sécurité au travail en améliorant les conditions de vie de ces ouvriers et leurs familles sous cette emprise ? Pour arriver à une appréciation positive des conditions de vie des employés du secteur hévéa, il est impératif de recenser les différentes agro-industries du secteur au Cameroun avant d'analyser les problèmes auxquels font face leurs ouvriers afin de proposer les pistes de solution. Tout ceci ne peut arriver à terme qu'avec une méthodologie participative ponctuée d'interviews et d'observations.

1. Les secteurs pilotes de production des entreprises agro-industrielles au Cameroun

La zone intertropicale où se situe le Cameroun parmi tant d'autres pays de la région est et reste favorable à la pratique de l'agriculture. Que ce soit en Afrique, en Amérique ou en Asie, cette zone a permis de développement plusieurs types de culture. Avant et pendant la colonisation, les puissances européennes y ont expérimenté et créer de vastes étendues de champs avec l'aide des compagnies agro-industrielles. Malheureusement, la plupart de ces cultures sont à consommation indirecte donc destinées à l'exportation. C'est le cas de l'hévéa avec son

produit le latex (caoutchouc). Il y'a aussi les produits comme le cacao et le café dont l'expérimentation et l'exploitation sont restées à l'échelle familiale et artisanale mais destinés exclusivement à l'exportation à cause du manque de moyens de transformation par les producteurs. Mais à côté de ces produits à consommation indirecte, s'ajoute une part de ceux à consommation directe dont la quantité de production nécessite beaucoup plus soit une transformation en produits finis avant la consommation soit une exportation pour diminuer l'excédent sur le marché local pour éviter les pertes. Cette tranche particulière est concernée par la banane douce, l'huile de palme, le thé et la canne à sucre. C'est pourquoi, l'histoire de la plupart des agro-industries installées et exerçant dans cette zone aujourd'hui, remonte à l'époque coloniale (Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun, 1985 : 15).

Le Cameroun compte plusieurs agro-industries aux productions diverses. Elles font la fierté du pays grâce à l'intérêt qu'elles portent aux variétés de produits en majorité à consommation directe et locale. Les cultures les plus exploitées par les agro-industries camerounaises pour donner des produits particuliers à consommation directe et indirecte sont : le bananier qui occupe une grande partie des plantations de la CDC (Cameroon Development Corporation) et fait l'essentiel des cultures des PHP (Plantations de Haut Penja). Le palmier à huile est aussi exploité par la CDC, la SOCAPALM (Société Camerounaise de Palmeraies), la SAFACAM (Société Africaine Forestière Agricole du Cameroun) et la PAMOL (Palm Oil Sales). L'hévéa reste un domaine de production partagé entre la CDC, la SAFACAM, HEVECAM SA (Hévéa Cameroun Société Anonyme) et la SOCAPALM. Quant au riz, il est cultivé dans deux zones du pays (le Septentrion et les Grassfields) avec la SEMRIZ (Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture) et Ndop Rice. Le riz produit dans les vallées rizicoles de Ndop, Santchou et de la Logone manque cruellement sur les étals des marchés et supermarchés du Cameroun pour les raisons inconnues. Est-ce pour sa qualité supérieure et appréciable ou sa quantité insuffisante ou encore à cause de la préservation des intérêts égoïstes des opérateurs économiques camerounais ? Le thé est cultivé par la CDC à travers sa filiale Tole Tea et la CTE (Cameroon Tea Ecology). Quant au coton, sa culture est uniquement contrôlée par la SODECOTON (Société de

Développement du Coton) (Beaudoux, 2000 : 23). De même pour la canne à sucre et le poivre (noir et blanc) qui restent la chasse gardée respective de la SOSUCAM (Société Sucrière du Cameroun) et les PHP (Direction Nationale de la Statistique, 2009 : 17-19). La prédominance de l'agriculture sur les autres secteurs d'activité économique au Cameroun fait d'elle la chose la mieux partagée du pays dans toutes ses régions. Cependant, les agro-industries n'occupent seulement pas de vastes espaces de terrain pour leurs activités mais se taillent aussi la grosse part de la main d'œuvre nationale pour réaliser leurs objectifs. Ceci peut être apprécié sous plusieurs angles allant des conditions de vies à celles de travail de ces ouvriers. Malgré la variété de production, les conditions réelles de travail et de vie des ouvriers dans les plantations de ces différentes agro-industries restent déplorables.

2. Les conditions de travail et de vie des ouvriers des entreprises agro-industrielles du secteur hévéa

Les différents secteurs d'activités des agro-industries au Cameroun se répartissent en fonction de la particularité ou spécificité de production de ces dernières. Ainsi, ces secteurs sont organisés en filières avec : la filière coton, banane, palmier à huile, thé, poivre, canne à sucre et hévéa qui fait l'objet de notre étude de cas ici. Les ouvriers de ces domaines d'activités ont les conditions de vie et de travail identiques mais avec quelques différences qui font office d'avantages des uns et des autres (Clin, 1987 : 57).

2.1. Les conditions de travail des ouvriers des entreprises agro-industrielles du secteur hévéa

Les conditions de travail des ouvriers dans diverses agro-industries au Cameroun sont presque similaires mis à part quelques légères différences conséquence de l'organisation interne de chaque entreprise et ses filières de production. Malgré la promotion d'une agriculture mécanisée, le matériel utilisé dans la plupart de ces entreprises reste archaïque et surtout rudimentaire. Que ce soit dans le secteur du palmier à huile, de la banane, de la canne à sucre, du coton, du poivre, du thé ou de l'hévéa pris comme secteur témoin, le chapelet des difficultés auxquelles font face les ouvriers et présentées sous-forme de revendications sont les

mêmes et reviennent au quotidien (Dubresson et Raison, 1999 : 131-132).

Le maintien des ouvriers dans les conditions de travail précaires et archaïques trouve une justification par les agro-industriels dans la sauvegarde du marché de l'emploi devenu un grand challenge au Cameroun. Pour ces derniers, procéder à une mécanisation rapide et sauvage du secteur mettrait en mal des milliers de travailleurs avec des centaines de familles à l'abandon.[1] Ainsi, le retard de mécanisation agricole dans les agro-industries camerounaises s'évalue non pas par le coût élevé des machines à acquérir pour l'entretien complet mais par humanisme qu'ils auraient pour sauvegarder le gagne-pain de leurs employés cependant surexploités.[2]

Pour arriver aux résultats escomptés, chacune de ces entreprises a mis sur pied une politique interne d'exploitation de ses espaces cultivés et surtout de gestion de ses employés. Celle-ci consiste à maximiser les intérêts de l'entreprise en minimisant la valeur humaine des employés surtout ceux de rang en charge des plus lourdes tâches d'entretien, de production, de récolte et de transport des produits de travail quotidien. Qu'en est-il réellement ? Le secteur témoin de l'hévéa sélectionné ici nous permet d'avoir un regard général de ce qui se passe sur le terrain pour les ouvriers.

Le secteur de l'hévéa est l'un des secteurs de production les plus anciennement introduits au Cameroun. Le début de ses activités remonte à l'époque coloniale sous-forme d'une économie de traite. L'hévéa permet la production du latex (caoutchouc) de divers grades avant d'être transformé en matières plastiques. Son exploitation au Cameroun est l'œuvre de trois entreprises de renom : HEVECAM SA, CDC et SAFACAM (Chamaulte, 1942 : 255-256). Si ces trois entreprises occupent la même aire géographique qui est le littoral camerounais, elles se situent néanmoins dans trois régions administratives distinctes (le Littoral, le Sud et le Sud-Ouest). Ici, on retrouve sept activités principales pour un type d'employés particulièrement sélectionnés et délégués à chacune des tâches avec un matériel précis comme nous le confirme l'un

[1] Zachée Dissoh Hell, 59 ans, Directeur du personnel de la CDC, 14 septembre 2019 à Limbe

[2] URL : http://journals.openedition.org/com/738 ; DOI : 10.4000/com.738 https://journals.openedition.org/com/738, consulté le 19/03/2019

des employés du secteur.[3] Mais cinq des sept étapes d'activités sont non-mécanisées selon Eric Hocepied Directeur Général d'HEVECAM.[4]

- le désherbage ou défrichage qui se fait dans les espaces verts avant et pendant toute la période d'exploitation des plantations et l'élagage ou système de traitement des pieds d'hévéa à travers la coupure des branches de mauvaise qualité et surtout celles infectées. Ils se font à l'aide des machettes et les tronçonneuses (scies à moteur) ;
- la prise de mesures d'écart qui se fait pour le respect de l'alignement et de la distance normale recommandée entre les pieds de plants. Elle est suivie du piquetage qui oriente la transplantation ou la mise des rejetons sous terre. Le matériel utilisé ici c'est les double-décamètres, les ficelles, la peinture de couleur blanche, les machettes et les plantoirs ;
- la seigneurie c'est coupure de l'écorce sous-forme d'entaille pour créer une ouverture de collecte du latex. Elle est possible grâce à l'usage des couteaux malins, des vases de collecte et des accroches ;
- la vérification de qualité pour distinguer les différents grades de latex recueilli. Elle s'accompagne toujours de l'étiquetage qui facilite la collecte dans le strict respect de la qualité. Cette étape double nécessite l'usage des sondes manuelles, des plaques et de la colle comme matériel de travail ;
- la collecte ou récolte c'est le transvasement du latex recueilli dans les vases placées aux pieds de l'hévéa dans les seaux en aluminium puis dans les citernes de transport ;
- le transport c'est le transfert du latex produit des plantations à l'usine de fermentation à travers les camions citernes (première étape mécanisée) ;
- la fermentation, la transformation et l'emballage sont des seules étapes de la production où intervient la mécanisation en plus du transport.
-

[3] Jean Song Ntoga, Chef service d'exploitation de la SAFACAM retraité, 11 février 2018, Dizangué

[4] https://psaembio.com/2018/07/20/hevecam-s-a-impulse-la-dynamique-demergence-dune-chaine-de-valeur-caoutchouc/, consulté le 02/04/19

2.2. Les conditions de vie des ouvriers des entreprises agro-industrielles du secteur hévéa

Chez La Fontaine, l'univers est peuplé d'animaux qui réfléchissent et qui parlent. Pour attirer notre attention sur les vertus de la patience et de la longue vue contre les préjugés, une fable de La Fontaine nous enseigne l'art nécessaire de considérer le temps. Cette fable, c'est celle du lion et du rat. Attendre, que passent les choses et les êtres que l'on ne peut retenir parce qu'il faut qu'ils passent. Attendre patiemment, sans forcer et sans rage, de trouver sa place, entre les plus petits et les très grands. Attendre pour reconnaître, au fil du temps, qui sont les autres, qui sont ceux qui nous aident, qui nous aiment et que nous aimons vraiment et à quel moment peut-être ils nous ont sauvé la vie. Car si l'on en croit La Fontaine, quelle que soit la place que nous occupons dans le monde, chef d'entreprise, sans emploi, artiste, amant, étudiant ou ouvrier d'usine, nous avons toujours besoin d'un plus petit que soi ou seulement par nous jugé petit parce que dans notre ignorance nous le supposons tel.

Mais qui est petit et par rapport à qui et selon quel étalon ? C'est vrai, au fond, au-delà des apparences, qu'est-ce qu'être véritablement grand, qui est le lion et à quoi pense le rat ? Et vous qu'en pensez-vous ? La division du cadre de vie et du travail au sein d'une entreprise nous offre trois qualités de classe. D'une part, les soi-disant plus grands qui sont ceux qui se situent au sommet et se comptent parmi les membres de la classe dirigeante ou directeurs à qui on reconnait encore le titre ou grade de cadres supérieurs. D'autre part, les cadres moyens qu'on retrouve au milieu de la chaine et qui servent de relais entre la base et le sommet de cette même chaine et enfin, les plus petits qui se comptent parmi les manœuvres et c'est ceux donc les conditions de vie sont les plus précaires et déplorables mais sans qui, l'entreprise perdrait non seulement sa valeur mais aussi sa place et sa production. Ils sont eux-mêmes vulnérables à cause de leur niveau de traitement dans l'entreprise qui induit leur niveau de vie dans la société à laquelle ils appartiennent. A cet effet, qui est donc en ce moment précis le plus grand ou le plus petit ? Dans le cadre de la filière hévéa au Cameroun, il existe une organisation commune des entreprises agro-industrielles du secteur avec une humiliation générale des ouvriers par rapport au traitement reçu par ces derniers. Il est évident que le secteur ne peut survivre sans ces manœuvres mais ils sont toujours relégués au second plan de la vie sociale au sein des entreprises

concernées. Qu'à cela ne tienne, leur place de pilier de production n'est pas à ignorer même pas par ceux qui les maltraitent. Si le niveau de l'éducation a été pris ici comme base de considération, le rôle central joué au quotidien par ces hommes femmes n'est pas à ignorer puisqu'ils se situent au centre de la production et par conséquent de l'entreprise.[5]

2.3. La particularité de la filière hévéa

Si le secteur agro-industriel connait la même organisation au Cameroun, il existe des particularités en fonctions des domaines de productions conséquences de la spécialité de chacun d'entre eux. Pour ce qui est de l'hévéa au Cameroun avec ses sociétés de production, la différence entre celles-ci est très minime et ne s'apercevrait qu'au niveau du traitement salarial lui aussi infime. La chaine de production ici est la même avec une organisation interne identique comprenant d'une part l'administration et d'autre part la production.

La production représente l'essence et la raison d'être de l'entreprise. Malgré la divergence de dénomination et de localisation des entreprises du secteur, elle comprend les mêmes étapes et suit le même processus de production qui se divise en sept étapes tels que suscités et comme suit :

- le désherbage ou défrichage ;
- la prise de mesures d'écart ;
- la seigneurie ;
- la vérification de qualité pour distinguer les différents grades de latex recueilli ;
- la collecte ou récolte ;
- le transport ou transfert du latex produit des plantations à l'usine de fermentation ;
- la fermentation ou transformation.

Quant à l'administration, elle joue le rôle de gestionnaire du personnel et/ou du patrimoine financier et matériel de l'entreprise. Mais aussi et surtout elle assure les liaisons de vente de la production en recherchant le bénéfice qui fait grandir l'entreprise à travers l'augmentation de la taille de son chiffre d'affaires. A ça s'ajoute la coordination et le contrôle de la production (en quantité et en qualité) et du personnel rompu à la tâche

[5] https://www.cifor.org/library/4789/, consulté le 19/03/2019

au quotidien. Mais ce rôle ne saurait exister s'il n'y a pas production à la base.

Généralement, les avantages dus aux ouvriers sont presqu'inexistants mais le peu qu'on pourrait avoir provient des déchets de ce qu'ils produisent. Ainsi, si d'autres domaines donnent des possibilités à consommation directe, pour ce qui est de la filière hévéa, ses ouvriers ne se contentent que des avantages non consommables tels que le bois de chauffage et les débris du latex.[6] Ces deux produits de récupération qui constituent les avantages des ouvriers de la filière sont obtenus d'une part soit par l'élagage des mauvaises branches ou par la coupe des vieux troncs avant la régénération pour ce qui est du bois de chauffage. D'autre part les débris de latex reconnus sous le nom de fronde d'allumage ou "rubber" qui sont obtenus après le débordement et la solidification du liquide (latex) aux bords des vases de collecte. Auparavant, ces deux produits étaient récupérés par les ouvriers et revendus dans les marchés riverains aux prix dérisoires pour servir à l'usage du feu de bois à la cuisine.[7]

Mais aujourd'hui avec la chosification accrue des ouvriers et la limitation de leurs moyens de subsistance seulement au seul salaire, seul la fronde d'allumage et les branches élaguées utilisées comme bois de chauffage sont à leur disposition comme avantages directs. Les vieux troncs d'arbre d'hévéa coupés pour faciliter la régénération des espaces vieillissants sont de plus en plus inventoriés et revendus au compte des entreprises productrices (HEVECAM, CDC, SAFACAM).[8] Le matériel de travail utilisé mis à leur disposition tel que les machettes, les limes et les tenues de champ est changé ou rénové par rapport à l'espace-temps et non à cause de l'usure. Cette pratique permet aux entreprises du secteur de faire plus d'économie en élevant leur chiffre d'affaires car, les salaires mêmes surtout pour les débutants ne respectent pas le SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) et la plupart pour ne pas dire la totalité des ouvriers d'une certaine durée ne bénéficient pas du reversement de leurs cotisations sociales donc ne sont pas affiliés à la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale).[9]

---

[6] Alain Njenom, 67 ans, Employé retraité de la CDC, Limbe, le 14 septembre 2019
[7] Samuel Zock à Ribouem, 49 ans Employé d'HEVECAM, Nyete, le 18 février 2018
[8] Léon Nyoh, 37 ans, Chef service commercial interne de la CDC, Limbe, le 11 septembre 2019
[9] Ibid.

3. Evolution des conditions de travail de la filière hévéa au Cameroun

Les agro-industries ont connu une avancée très timide dans le monde et surtout en Afrique car leur introduction a été faite pendant la période coloniale donc sous le contrôle de l'Occident. Les promoteurs de ces structures ont embrigadé les droits et libertés de leurs employés en les ramenant au simple niveau des sous-hommes, mais avec la défense des droits syndicaux, ils sont parvenus à une évolution de leurs conditions de vie et de travail dans l'ensemble.

3.1. Evolution des conditions de travail des ouvriers de la filière hévéa au Cameroun

Les conditions de travail des ouvriers des agro-industries ont connu une évolution en dents de scie au Cameroun surtout dans le secteur de l'hévéa. De tous les autres secteurs, l'hévéa est et reste le secteur le moins productif d'une part et le moins avantageux pour ses ouvriers d'autre part. Les ouvriers du secteur de l'hévéa survivent à cause des difficultés de travail rencontrées et du manque des avantages directs comme dans bien d'autres secteurs agro-industriels (la banane, le palmier à huile, le riz…). Le matériel de travail utilisé est encore rudimentaire (machettes, couteaux malins, limes, scies à moteurs ou tronçonneuses, seaux, containeurs…) et demande une rénovation. Ce matériel ne permet pas d'améliorer les conditions de travail des ouvriers.[10]

Les avantages directs comme la récupération et la redistribution des avaries connus par les employés des autres secteurs n'existent pas dans l'exploitation de l'hévéa. Pour eux, il faut attendre la saison sèche, période pendant laquelle l'élagage des mauvaises branches est fait pour bénéficier aussi d'un avantage direct quelconque : la récupération et la redistribution des mauvaises branches (avaries) entre employés. La régénération des plans et la récupération des troncs d'arbres (avaries) abattus est et reste la propriété exclusive de l'entreprise.[11]

[10] Samuel Zock à Ribouem, 49 ans Employé d'HEVECAM, Nyete, le 18 février 2018
[11] Ibid.

3.1. Evolution des conditions de vie des ouvriers de la filière hévéa au Cameroun

Les conditions de vie sont restées presque statiques à cause du manque du projet de carrière des ouvriers ou employés des structures concernées. Les avantages liés à leur carrière comme l'avance de salaire, les primes etc. étaient considérés comme les dons de l'administration et conditionnés par le respect absolu de la hiérarchie. Les salaires de misère reversés aux employés ne leur permettaient pas de se prendre en charge avec leurs familles. Raison de plus, on note l'endettement de ces ouvriers au sein de l'entreprise (à l'économat) et auprès des relations (familles et amis). La conséquence directe ici est la suspension de l'éducation des enfants ce qui tue le génie de certains, ouvre les portes aux grossesses indésirables pour les filles, la pratique de certains actes déshonorables tels que le vol et les viols, le recrutement des enfants à l'âge mineur dans les mêmes entreprises que les parents.[12]

Dès lors, il y'a création de deux types de statuts sociaux : les ouvriers et les patrons cohabitant ensemble mais ayant les différences apparentes. Ainsi, les enfants des familles d'ouvriers n'ayant accès à aucune éducation de qualité sont vouées à la même considération que leurs parents par conséquent, sont dédiées aux mêmes positions d'emploi. Les salaires et les avantages perçus par les employés sont largement en dessous de leurs besoins quotidiens et vitaux.[13] De ce fait, la ration alimentaire devient une répétition cyclique qui ne cherche pas à satisfaire l'équilibre alimentaire mais cherche plutôt à combler le vide de l'estomac. Les membres de la famille ne mangent plus ni à leur siesté, ni à leur besoin et la consommation de certains aliments comme le poulet, la viande … deviennent en conséquence un lux qui ne s'offrent que les jours de salaires.[14]

Pour ce qui des autochtones ou natifs des coins d'exploitation, ils ont toujours été les grands perdants de la transaction foncière entre leurs parents et les exploitants. Surtout quand il s'agit des structures industrielles ou des agro-industries de grande taille et dont le besoin de la terre à exploitée est à la taille des ambitions. Surtout que ces transactions foncières qualifiées de dialogue de sourds ont été faites à

[12] Moïse Biyong, 67 ans, Employé retraité de la SAFACAM, Dizangué, le 11 février 2018
[13] Jean-Paul Zanga, 51 ans, Employé d'HEVECAM (Conducteur d'engins lourds), Nyete, le 18 février 2018
[14] Léon Nyoh, 37 ans, Chef service commercial interne de la CDC, Limbe, le 11 septembre 2019

l'époque où le foncier n'avait pas encore la valeur marchande (Le Bian et al., 1992 : 146). Les terres étaient données cadeaux dans l'espoir que l'exploitation sera à court terme et la terre reviendrait aux premiers occupants (Elong, 2003 : 416-417).

3.2. Impact de la misère des ouvriers sur le développement de la population camerounaise

Les efforts fournis par les ouvriers des agro-industries sont largement au-dessus de la compensation salariale perçue. Les ouvriers de ces agro-industries sont considérés comme des sous-hommes dans la société par leurs propres employeurs. Ils vivent la misère réelle et leur endettement continue surtout au sein de l'entreprise limite leurs actions sur tous les plans : socio-politique, socio-économique et même socio-culturel.

Sur le plan socio-politique, les ouvriers des agro-industries en général et ceux de la filière hévéa en particulier ne s'intéressent pas à l'activité politique à cause de deux facteurs majeurs : le temps quotidien de travail trop long et la pauvreté ambiante (la misère) dont ils font face. Dès lors, la plupart considèrent la politique comme une activité sans importance et surtout élitiste qui se limiterait au seul devoir de vote.[15] Ainsi, pour cette classe sociale, c'est la confusion générale car, le vote pour eux n'est plus un droit mais un devoir même les grèves qui sont leurs moyens d'expression et de contestation sont reléguées à l'arrière-plan à cause des intimidations et le manque de dialogue social avec la classe dirigeante. Ce qui est fait à raison pour ce qui est de la politique politicienne puisque

> "les consignes de vote sont données à l'avance par la hiérarchie de l'entreprise avec obligation de résultat pour le parti au pouvoir le plus souvent sauf à l'époque de l'introduction du multipartisme quand le bien-être était vu dans le changement immédiat et obligatoire. Ceci est rendu possible avec la création des bureaux de vote dans les espaces commerciaux et au sein des camps de logement des employés de l'entreprise concernée. Le contrôle est fait

[15] Martin Lyonga Ako, 46 ans, Conducteur des travaux de la CDC (site de Miselele), Tiko, le 11 septembre 2019

par les cadres à travers la présentation des bulletins de vote des autres partis politiques par chaque votant à la sortie pour confirmer le respect des consignes de vote alors que ces bulletins devraient être normalement mis dans les sacs à rebus dans l'isoloir."[16]

Ainsi, les employés des agro-industries sont séparés de la vie politique et ne s'occupent que de leur quotidien entre les champs et la maison car, la plupart d'entre eux n'ont même pas de vie sentimentale proprement parlant. C'est pourquoi beaucoup plongent dans les viols et la pédophilie avec les enfants et les femmes des collègues voisins au sein des cités d'employés. Ces différents crimes leur valent généralement les poursuites judiciaires et les inimitiés avec les voisins dans la cité. Le plus souvent, la plupart arrive à perdre leur emploi doublé de peines de privation de liberté et des divorces.[17]

Sur le plan socio-économique, on note surtout le payement des employés de base au SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) qui est de 36.000 FCFA au Cameroun et en-deçà de la tâche accomplie par ces hommes et femmes au quotidien.[18] Ce problème est et reste la cause majeure de la précarité des conditions de vie des employés de ce secteur d'activité. Mais il est aussi à constater et de manière non négligeable que les conditions de travail auxquelles sont soumis ces ouvriers, les logements indécents constituant leurs habitats et le lourd fardeau de l'endettement obligatoire lié au niveau de vie par rapport à leur gain sont autant de difficultés dont ils sont obligés de faire face tout au long de leur carrière professionnelle.[19] Par ailleurs le nombre très élevé des enfants dans différentes familles montre à suffisance la misère dont vivent ces ouvriers tenant compte de leur niveau de revenu mensuel et annuel. Toutes ces conditions de vie et de travail malheureuses sont imposées par cinq faits majeurs (Somez, 1984 : 89-91) :

- le temps de travail trop long et le temps de repos presqu'inexistant conduisant à une coupure avec les réalités du monde (informations, éducation des enfants, etc.) ;

[16] Jean Song Ntoga, Chef service d'exploitation de la SAFACAM retraité, 11 février 2018, Dizangué
[17] Moïse Biyong, 67 ans, Employé retraité de la SAFACAM, Dizangué, le 11 février 2018
[18] Joseph Ago Sango, 44 ans, Employé de la CDC, Limbe, le 14 septembre 2019
[19] John Nlon Ashu, 64 ans, Employé retraité de la CDC, Tiko, le 11 septembre 2019

- les salaires trop bas et payés au SMIG et même parfois en deçà de la tâche qu'on qualifierait de "salaires de catéchistes" sans avantages additionnels et le paiement de ces salaires mensuels en deux tranches (la quinzaine et la fin du mois);
- l'endettement obligatoire à long terme imposé par l'existence des économats (supermarchés de fortune créés par des entreprises) ;
- la promiscuité dans les lieux de résidence et l'existence des familles nombreuses à charge ;
- l'éducation approximative des enfants à charge et leur insertion obligatoire dans le monde du travail parfois avant l'âge de la maturité pour les garçons et les grossesses précoces pour les jeunes filles ;
- la création des réseaux de torture au niveau des services financiers particulièrement la CNPS qui retardent le traitement des dossiers des employés et ne les font aboutir dans la majeure partie des temps qu'après la mort de la plupart d'entre eux pour se partager le butin. Ceci avec la complicité de l'ignorance des ayants-droit.

Sur le plan socio-culturel, le plus grand impact est négatif avec la perte de la place et de la valeur de l'éducation des enfants des familles ouvrières. Ce fait devient possible parce que les parents manquent de moyens matériels et du temps approprié pour le suivi des enfants à cause des heures prolongées au travail journalier (Sajhav, 1987 : 95-97) :

- dès lors, les enfants surtout les jeunes filles parfois adolescentes deviennent les proies faciles des voisins et collègues de leurs propres parents. Ces dernières se font le plus souvent miroiter quelques billets de banque pour leur utilisation sexuelle. Etant colocataires des cités des entreprises employeuses, les hommes de mauvaise foi qui les utilisent profitent généralement de l'absence des parents pour devenir les sauveurs dans le voisinage. Les aides pourvues à ces enfants permettent de gagner leur sympathie en créant un rapprochement entre eux. Ainsi, une fois les liens d'amitié établis, ces hommes peu honorables peuvent accomplir leur plan machiavélique. La découverte d'une telle sale besogne se fait à travers le résultat obtenu. Ce résultat

est le plus souvent l'état de grosse précoce et inattendue de la jeune fille qui va souvent plus loin pour certaines avec les pertes de vie après une tentative d'avortement.

- Pour ce qui est des enfants de sexe masculin, la plupart après l'abandon du chemin de l'école, se font recruter dans les mêmes entreprises et au même niveau (ouvrier) que leurs parents. On aboutit alors à la perpétuation de la misère avec une société de castes où les enfants des nobles deviennent et restent nobles et ceux des ouvriers ou esclaves modernes ne sont pas plus que ce qu'ont été leurs arrière-grands-parents outre-mer (esclaves).

Conclusion

Au terme de notre analyse, il en ressort que les agro-industries en Afrique en général et au Cameroun en particulier ont été et seront jusqu'à un futur proche d'une très grande utilité car, elles ont permis de réduire en recrutant massivement la main d'œuvre autrefois en abondance dans le chômage. Pour certains, particulièrement les agro-industriels pensent que moderniser ou motoriser l'agro-industrie camerounaise est un mal à combattre puisque cette activité fait évoluer l'industrie en mettant le feu en poudre pour une grande partie des Camerounais qui se retrouveront dans le chômage combattu par l'État. Mais pour une autre partie, les employés ou victimes de la politique de ces agro-industries par leur travail quotidien, cherchent une modernisation de ladite agriculture pour alléger leur tâche. Il est perceptible voire réel que si l'agriculture camerounaise se modernise aujourd'hui, cette action causera beaucoup de tords à la société malgré l'amélioration de la qualité et de la quantité de son produit. Il est donc à choisir entre l'amélioration de la qualité en abandonnant sa population ou faire le contraire pour réduire plutôt le chômage des concitoyens dans le besoin d'une situation d'emploi stable, permanente et garantie ?

Références bibliographiques

Sources orales (interviews)

N°	Noms	Âge	Profession	Lieu	Date
01	Ako Martin Lyonga	46	Conducteur des travaux de la CDC (site de Miselele)	Tiko	11/09/2019
02	Ashu John Nlon	64	Employé retraité de la CDC	Tiko	11/09/2019
03	Biyong Moïse	67	Employé retraité de la SAFACAM	Dizangué	11/02/2018
04	Dissoh Hell Zachée	59	Directeur du personnel de la CDC	Limbe	14/09/2019
05	Njenom Alain	67	Employé retraité de la CDC	Limbe	14/09/2019
06	Nyoh Léon	37	Chef service commercial interne de la CDC	Limbe	11/09/2019
07	Sango Joseph Ago	44	Employé de la CDC	Limbe	14/09/2019
08	Song Ntoga Jean	72	Chef service d'exploitation retraité de la SAFACAM	Dizangué	11/02/2018
09	Zanga Jean-Paul	51	Conducteur d'engins lourds d'HEVECAM	Nyete	18/02/2018

10	Zock à Ribouem Samuel	49	Employé d'HEVECAM	Nyete	18/02/2018

Sources écrites

Beaudoux Etienne, (2000), *Accompagner les ruraux dans leurs projets : orientations méthodologiques à partir des situations en Afrique subsaharienne*. Paris, L'Harmattan

Chamaulte Henri, (1942), "L'Hévéaculture au Cameroun", in *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, 22e année, Bulletin n°249-250, Mai-juin, pp.251-258.

Colin Jean-Philippe., (1987), *La mutation d'une économie de plantation : contribution à l'analyse de la dynamique des systèmes productifs agricoles villageois en basse Côte d'Ivoire*, Thèse de Doctorat 3e cycle en économie rurale, Montpellier, FDSE, 537p.

Direction Nationale de la Statistique, (2009), Rapport annuel.

Dubresson Alain et Raison Jean-Pierre, (1999), "Crise des encadrements, encadrement de crise", in *L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement*, Paris, Karthala, pp.131-157.

Elong Joseph Gabriel, (2003) "Les plantations villageoises de palmier à huile de la Socapalm dans le bas-Moungo (Cameroun) : un projet mal intégré aux préoccupations des paysans"**,** in *Les Cahiers d'Outre-Mer*, N°224 Octobre-Décembre, (Paysanneries africaines et développement), pp.401-418.

Hocepied Eric DG HEVECAM, (2010), *HEVECAM S.A impulse la dynamique d'émergence d'une chaine de valeur caoutchouc créée par les petites et moyennes plantations d'hévéa au Cameroun*, Yaoundé, SOPECAM.

Hutin Serge et al., (1982), *Les plantations villageoises de thé dans l'Ouest-Cameroun : étude d'opportunité*, Douala, AFCA.

Le Bian Yanjie et al., (1992), *Etude d'opportunité sur la création des plantations villageoises dans le Centre-Sud (Cameroun)*, Yaoundé, AFCA,

Michels T., (2005), Adapter la conduite des plantations d'hévéa à la diversité des exploitations villageoises (Etude de cas au Cameroun), Thèse de Doctorat en Agronomie, Institut National Agronomique de Paris-Grignon.

Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun, (1985), *Bilan et perspectives des sous-secteurs hévéas et palmiers à huile.* Vol.2. Monographies. Fascicule 3 Petites et Moyennes Entreprises Agricoles, Yaoundé, GIE SODECI-TERRES ROUGES/SEDA, 51p.

Moby-Etia Paul, (1976), *Les pays du Bas-Moungo, Bas-Wouri. Etude géographique de la vie rurale et des relations avec Douala,* Thèse du Doctorat de 3e Cycle, Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, UFR de Géographie, 271p.

Raymond Georges, (1986), *Etats, développement, paysans*, Montpellier, CIRAD.

Sajhav Jean-Paul, (1987), "Les plantations dans les pays en voie de développement : changements structurels et évolution de l'environnement", in *Le Courrier Afrique, Caraïbes, Pacifique, Communauté Européenne*, N°19, pp.95-97.

Somez Jean-Baptist., (1984), "Les populations rurales face aux projets de développement", in *La participation populaire en Afrique Noire.* Paris, Karthala-IPD, pp.89-101.

Sources électroniques

URL :http://journals.openedition.org/com/738, DOI : 10.4000/com.738 https://journals.openedition.org/com/738 19/03/2019

https://www.cifor.org/library/4789/, consulté le 19/03/2019

https://psaembio.com/2018/07/20/hevecam-s-a-impulse-la-dynamique-demergence-dune-chaine-de-valeur-caoutchouc/ consulté le 02/04/2019.